

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 95

14 janvier 2015

SOMMAIRE

249 Saint Denis	4520	Orient-Express Lux Treasury 2 S.à r.l. ...	4514
Abano Sàrl	4560	Oriskany S.à r.l.	4515
Actavis S.à r.l.	4521	Passpat Investments S.A.	4521
A.F.I. Luxembourg s.à r.l.	4516	Plénitude S.A.	4524
Agence immobilière GIORGETTI & KUHN S.A.	4521	Postgame Invest S.A.	4521
Agence Immobilière Toussaint Abby S.à r.l.	4525	Prestigestate S.à r.l.	4516
ArcelorMittal Finance	4525	Remunera International S.A.	4539
Athena Holding S.A.	4515	RHJ-Invest	4524
Athena International S.A.	4514	Saxony Acquisition S.à r.l.	4514
Belmond Lux Treasury 2 S.à r.l.	4514	Serco Luxembourg S.A.	4520
Brascolux S.à r.l.	4527	Sotammul S.A.	4519
Chili Participations S.A.	4553	Strategic Holdings III S.à r.l.	4519
Com3 Consulting S.à r.l.	4535	The Greenhouse S.A.	4519
Courtal	4553	The Magnolia Center s.à r.l.	4525
ICBC Private Banking Global Investment Fund Series SICAV - SIF	4539	T.I.G.	4514
Intes S.A.	4517	UBS (Lux) Medium Term Bond Fund	4524
Jetflight Executive S.à r.l.	4516	Uniloc Luxembourg S.A.	4518
L.P.M. Holding S.A.	4517	Venere S.A.	4515
Luxmec S.A.	4557	Venus Holding S.A.	4518
Luxtargat S.A.S.P.f.	4554	Venus International S.A.	4516
MCA Finances S.à r.l.	4522	VictorianFibre GP S.à r.l.	4518
Northam CCPF II PropCo (GTA Indus- trial) S.à r.l.	4527	VictorianFibre MEP S.à r.l.	4519
Novamil Invest S.A.	4518	Winning Funds	4515
		WLR/TRF Shipping II S.à r.l.	4520
		Zordalys S.A., SPF	4517

T.I.G., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière.
R.C.S. Luxembourg B 159.522.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014201253/9.

(140225053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

**Belmond Lux Treasury 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Orient-Express Lux Treasury 2 S.à r.l.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 181.355.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2014202996/11.

(140227041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Athena International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.048.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *06 février 2015* à 10 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2012 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015005956/3560/14.

Saxony Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 168.756.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par l'associé unique de la Société en date du 28 novembre 2014 que:

- La démission de Monsieur Philip Godley de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société a été acceptée avec effet au 28 novembre 2014.

- Madame Alexandra Fantuz, née le 25 septembre 1974 à Hayange, demeurant professionnellement au 51, avenue John F. Kennedy L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommée aux fonctions de gérante de catégorie B de la Société en remplacement de Monsieur Philip Godley démissionnaire, à compter du 28 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014201219/20.

(140225086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Venere S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 60.187.

Les comptes annuels au 28 février 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014201290/10.

(140225164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Winning Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 78.249.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201305/10.

(140225188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Athena Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.047.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *06 février 2015* à 11 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2012, et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015005955/3560/14.

Oriskany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2225 Luxembourg, 22, rue Général Major Lunsford Oliver.
R.C.S. Luxembourg B 169.257.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg le 12 décembre 2014.

L'assemblée accepte la nomination au poste de gérant de la société pour une durée Indéterminée:

- de Monsieur Cyril ALVAREZ-PEREYRE, né le 1^{er} Juillet 1978 à Paris (France) demeurant professionnellement au 22, rue GM Lunsford Oliver à L-2225 Luxembourg
- de Monsieur Laurent ZERBIB, né le 20 mars à Tunis (Tunisie) demeurant professionnellement au 22, rue GM Lunsford Oliver à L-2225 Luxembourg,
- de Monsieur Didier SMADJA, né le 10 décembre 1966 à Paris (France) demeurant professionnellement au 22, rue GM Lunsford Oliver à L-2225 Luxembourg,

La société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Pour extrait sincère et conforme

Hervé KIAS

Gérant

Référence de publication: 2014201145/20.

(140224531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

A.F.I. Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3514 Dudelange, 170, route de Kayl.
R.C.S. Luxembourg B 147.052.

—
Transfert du siège social de 80 Route de Luxembourg L-3515 Dudelange à 170 Route de Kayl L-3514 Dudelange.

Fait à Luxembourg, le 17/12/2014.

Le gérant

Référence de publication: 2014201335/10.

(140225978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Jetflight Executive S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 2, Millegässel.
R.C.S. Luxembourg B 140.268.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Triple A Consulting

Référence de publication: 2014201338/10.

(140225772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Venus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.064.

—
Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 06 février 2015 à 12 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2012 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015005961/3560/14.

Prestigestate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2267 Luxembourg, 18, rue d'Orange.
R.C.S. Luxembourg B 136.097.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des associés tenue à Luxembourg le 22 juillet 2014

L'Assemblée accepte la démission de:

- Monsieur François Bourbonnais, en tant que Gérant, né le 22 janvier 1959 à Montréal, résidant au 45, rue Glesener, L-1631 Luxembourg avec effet au 14 juillet 2014.

L'Assemblée accepte la nomination:

- Madame Claudia Schweich, en tant que Gérant, née le 1^{er} août 1979 à Arlon, résidant professionnellement au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange avec effet au 14 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour Prestigestate S.à.r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014201182/20.

(140225177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Intes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 45.876.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 06 février 2015 à 08:00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31.12.2010 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015005957/3560/14.

L.P.M. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 45.878.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 06 février 2015 à 09h00 au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2011 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015005958/3560/14.

Zordalys S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 96.821.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de la réunion du Conseil d'Administration en date du 15 décembre 2014, les décisions suivantes ont été prises:

1) Les démissions de Monsieur Norbert SCHMITZ de sa fonction d'administrateur, de SGA SERVICES SA. de sa fonction d'administrateur et de FMS SERVICES S.A. de sa fonction d'administrateur, de BPH FINANCE S.A. de son poste de délégué à la gestion journalière et de Monsieur Eric HERREMANS de sa fonction de commissaire aux comptes sont acceptées.

2) Sont nommés jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2017:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Président. Administrateur, et Administrateur-Délégué, avec tous pouvoirs d'engager valablement la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature;

- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué, avec tous pouvoirs d'engager valablement la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature;

- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

3) Le siège social de la société est transféré au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014201312/26.

(140224865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Uniloc Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 159.161.

Je présente ma démission comme administrateur B de votre société avec effet au 16 décembre 2014.

Le 16 décembre 2014.

Erik-Jan Schoop.

Référence de publication: 2014201276/9.

(140224673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

VictorianFibre GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 161.106.

EXTRAIT

Torsten Hauschildt a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet au 12 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014201284/12.

(140224706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Venus Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.063.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *06 février 2015* à 13h00 au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2012 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015005960/3560/15.

Novamil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 100.958.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting held extraordinarily on December 29th, 2015 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *February 13th, 2015* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors

Référence de publication: 2015005959/795/17.

Sotammul S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 138.521.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014201243/9.

(140225071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

The Greenhouse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 167.870.

Les comptes annuels au 12 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014201254/9.

(140225262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

VictorianFibre MEP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 165.191.

EXTRAIT

Martin Mix a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet au 12 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014201285/13.

(140224707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Strategic Holdings III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.254.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 12 décembre 2014 que l'associé unique a transféré l'intégralité de ses parts détenues dans la Société comme suit:

- BI-Invest Master Fund, SICAV SIF S.C.A. a transféré 125,000 parts sociales, ayant une valeur nominale de 0,10 euro chacune, à BI-Invest Compartment Fund SICAV-SIF S.C.A. (Compartment C), une société d'investissement à capital variable, organisée en tant que fond d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.312;

Désormais, l'associé unique de la Société est le suivant;

- BI-Invest Compartment Fund SICAV SIF S.C.A. (Compartment C) détient 125,000 parts sociales ayant une valeur de 0,10 euro chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Boussard

Gérant

Référence de publication: 2014201225/23.

(140224720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

249 Saint Denis, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.937.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 2014

- Les démissions avec effet immédiat de Messieurs Ahcène BOULHAIS, Christian FRANÇOIS et Flavio MARZONA, tous trois employés privés, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, de leurs mandats d'Administrateur sont acceptées.

- La démission avec effet immédiat de la société FIN-CONTRÔLE S.A., société anonyme ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L- 1882 Luxembourg, de son mandat de Commissaire aux Comptes est acceptée.

Fait à Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

Pour 249 SAINT DENIS

Signatures

Référence de publication: 2014201313/17.

(140225211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Serco Luxembourg S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 48.506.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 9 octobre 2014.

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société tenue extraordinairement en date du 9 octobre 2014 que:

- Monsieur Gerard O'Mahony, demeurant au 19, rue Louis Niemegeers, 1950 Kraainem, Belgique, est nommé comme administrateur de la société avec effet immédiat jusqu'au 21 septembre 2015 en remplacement de la société E.G.A. Management SPRL.

- Monsieur Michael Mathieu, demeurant au 9 AM GAART, 8538 Hovelange, Luxembourg, est nommé comme directeur technique afin d'assurer la gestion journalière de la société avec effet immédiat pour une période de 6 ans, en remplacement de Monsieur Emmanuel Adant.

La société sera valablement engagée par sa signature individuelle dans les limites de la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201233/18.

(140224329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

WLR/TRF Shipping II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 27.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 181.939.

Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société, en daté du 15 décembre 2014

En vertu de l'acte de transfert de parts sociales daté en date 15 décembre 2014, la société WLR/TRF SHIPPING LTD, ayant son siège social à 75, Fort Street, Clifton House, KY1-1108, Grand Cayman, Îles Caïmans a transféré les parts suivantes représentant la totalité de ses parts détenues dans la Société:

- 27.000 part sociales

à WLR/TRF Shipping II LP ayant son siège social à 75 Fort Street, Clifton House, Grand Cayman KY1-1108, Îles Caïmans, enregistrée auprès du registraire des sociétés des Îles Caïmans, sous le numéro HL-78626.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Marion Géniaux

Gérant

Référence de publication: 2014201306/19.

(140224806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Postgame Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 129.389.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014201180/9.

(140224718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Agence immobilière GIORGETTI & KUHN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 5, rue de la Boucherie.

R.C.S. Luxembourg B 99.772.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014201341/10.

(140225775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Actavis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.827.

Le Bilan et l'affectation du résultat au au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Décembre 2014.

Actavis S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2014201339/14.

(140225909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Passpat Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 127.813.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants et de la décision du conseil d'administration en date du 10 décembre 2014

1. M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été coopté comme administrateur de catégorie B de la société en remplacement de Mme Katia CAMBON, administrateur de catégorie B et présidente du conseil d'administration démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur de catégorie B qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

2. M. Julien NAZEYROLLAS a été élu comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PASSPAT INVESTMENTS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014201170/21.

(140224571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2014.

MCA Finances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 172.200.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés (l'"Assemblée") de la société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "MCA FINANCES S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 172200, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 16 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2801 du 19 novembre 2012,

et dont les statuts n'ont plus été modifiés depuis lors.

ONT COMPARU:

Monsieur Jean-Marcel MUCKA, dentiste, né à Saint Avold (France), le 16 septembre 1952, demeurant à F-67000 Strasbourg, 6, rue des Veaux; et

Madame Marie-Anne MUCKA, assistante dentaire, née à Freyming Merlabach (France), le 2 mars 1954, demeurant à F-67000 Strasbourg, 6, rue des Veaux.

Les deux sont ici représentés par Monsieur Christian DOSTERT, clerk de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées à Luxembourg, le 10 octobre 2012, lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Les associés (ci-après "Associés", représentés comme décrit ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

II. Les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société, pour chacun d'eux à hauteur de deux cent cinquante (250) parts sociales.

III. L'ORDRE DU JOUR de l'Assemblée est le suivant:

1. Présentation du projet de fusion transfrontalier prévoyant l'absorption de "MCA FINANCES", une société à responsabilité limitée de droit français, établie et ayant son siège social à F-67000 Strasbourg, 6, rue des Veaux, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Strasbourg 509 428 504;

2. Constatation que les Associés ont renoncé à (i) l'établissement du rapport écrit du gérant unique de la Société expliquant les termes de la fusion et les fondements juridiques et économiques de celle-ci, tel que requis par l'article 265 (3) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la "Loi") et à (ii) l'examen des termes du projet commun de fusion par des experts indépendants et le rapport y relatif tel que requis par l'article 266 (5) de la Loi;

3. Constatation que les documents tels que requis par l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège social de la Société pour inspection par les Associés au moins un mois avant la date des présentes;

4. Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de "MCA FINANCES", pré-désignée;

5. Attribution des parts sociales nouvellement émises aux Associés proportionnellement à leur détention au capital social de "MCA FINANCES";

6. Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société (les "Statuts");

7. Octroi de tous les pouvoirs au gérant unique de la Société et au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273 (2) de la Loi, aux formalités de publicité et autres mesures exigées par la Loi et d'inscrire les parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société;

8. Constatation de la réalisation de la fusion à la date de la tenue des assemblées générales des associés des sociétés approuvant la fusion, sans préjudice des dispositions de la Loi sur les effets de la fusion vis-à-vis des tiers; et

9. Divers.

IV. L'intégralité du capital social de la Société étant représenté à la présente Assemblée, les Associés se considèrent comme valablement convoqués et déclarent avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et renoncent par conséquent, à tous les droits et formalités liés à la convocation à l'Assemblée.

V. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée constate que le gérant unique lui a présenté le projet de fusion transfrontalier daté du 29 octobre 2014, (le "Projet de Fusion"), enregistré et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg en date du 5 novembre 2014 sous la référence L140196015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3428 du 18 novembre 2014 et déposé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 2014-A-9551 du 7 novembre 2014 ainsi que publié dans le journal de l'annonce légale "L'Ami du Peuple Hebdo" numéro 46 du 16 novembre 2014 et dans le journal officiel français "BODACC" numéro 366 du 18 novembre 2014, conformément à l'article 262 de la Loi et prévoyant l'absorption par la Société de "MCA FINANCES", une société à responsabilité limitée de droit français, établie et ayant son siège social à F-67000 Strasbourg, 6, rue des Veaux, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Strasbourg 509 428 504, (la "Société Absorbée" ensemble avec la "Société", les "Sociétés Fusionnantes"), la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de l'ensemble des actifs et passifs, sans exception ni réserve, de la Société Absorbée à la Société (la "Fusion").

Deuxième résolution

L'Assemblée reconnaît avoir renoncé, par courrier, à (i) l'établissement du rapport écrit du gérant unique de la Société expliquant les termes de la Fusion et les fondements juridiques et économiques de celle-ci, tel que requis par l'article 265 (3) de la Loi et à (ii) l'examen des termes du projet commun de fusion par des experts indépendants et le rapport y relatif tel que requis par l'article 266 (5) de la Loi.

Le courrier susmentionné restera attaché au présent acte.

Troisième résolution

L'Assemblée prend acte que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège social de la Société pour inspection par l'Associé Unique au moins un mois avant la date des présentes.

Une attestation certifiant le prédit dépôt, signée par le gérant unique de la Société, restera annexée au présent acte.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'approuver le Projet de Fusion et de réaliser la fusion par l'absorption de la Société Absorbée par la Société, aux conditions prévues par le Projet de Fusion, et plus particulièrement,

en échange du transfert de l'intégralité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société, étant entendu que les réserves distribuables de la Société Absorbée seront ajoutées aux réserves distribuables de la Société et comptabilisées sur le compte de prime de fusion de la Société, sans exception ni réserve,

de rémunérer l'apport de Fusion par l'émission de soixante-huit mille (68.000) parts sociales de la Société, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, ce qui correspond à une (1) part sociale nouvelle de la Société contre vingt-six virgule quatre sept huit six sept six (26,478676) actions existantes de la Société Absorbée et d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un million sept cent mille euros (1.700.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à un million sept cent douze mille cinq cents euros (1.712.500,- EUR), les soixante-huit mille (68.000) parts sociales nouvellement émises conférant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'attribuer les nouvelles parts sociales émises de la Société aux associés de la Société Absorbée, de sorte à ce que les soixante-huit mille cinq cents (68.500) parts sociales sont détenues comme suit:

- 1) Monsieur Jean-Marcel MUCKA, pré-qualifié, trente-quatre mille deux cent cinquante parts sociales, 34.250
- 2) Madame Marie-Anne MUCKA, pré-qualifiée, trente-quatre mille deux cent cinquante parts sociales, 34.250

Aucune soulte ne sera payée aux associés de la Société Absorbée.

Sixième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des Statuts qui sera désormais rédigé comme suit:

"Le capital social est fixé à un million sept cent douze mille cinq cents euros (1.712.500,- EUR), représenté par soixante-huit mille cinq cents (68.500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, intégralement libérées."

Septième résolution

L'Assemblée accorde tous les pouvoirs au gérant unique de la Société et au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273(2) de la Loi, aux formalités de publicité et autres mesures exigées par la Loi et d'inscrire les parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Huitième résolution

Comme suite à l'approbation de la fusion par la Société Absorbée, l'Assemblée constate que, (i) d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme si elles l'avaient été pour le compte de la Société

à partir du 1^{er} janvier 2014 et (ii) que la Fusion ne sera effective entre les Sociétés Fusionnantes et vis-à-vis des tiers qu'après la publication de la présente assemblée dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi.

L'Assemblée constate enfin qu'en date des présentes, la Fusion prend effet entre les associés des Sociétés Fusionnantes.

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à quatre mille deux cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62730. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003251/129.

(150002484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

RHJ-Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang Z.I. Eselborn-Lentzweiler.

R.C.S. Luxembourg B 104.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201978/10.

(140226221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Plénitude S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 40.727.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014201949/10.

(140225433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

UBS (Lux) Medium Term Bond Fund, Fonds Commun de Placement.

Die konsolidierten Vertragsbedingungen des Fonds UBS (Lux) Medium Term Bond Fund, welche von der UBS Fund Management (Luxembourg) S.A. verwaltet werden und Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 unterliegen, wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UBS Fund Management (Luxembourg) S.A.

Marcel Schanet / Aloyse Hemmen

Director / Executive Director

Référence de publication: 2015002728/12.

(150001581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Agence Immobilière Toussaint Abby S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7570 Mersch, 23A, rue Nic Welter.

R.C.S. Luxembourg B 73.094.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201342/10.

(140225928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

ArcelorMittal Finance, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 13.244.

Avec date d'effet au 12 novembre 2014, la société ArcelorMittal Luxembourg, société anonyme, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 6990, a transféré son siège social du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201356/12.

(140226139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

The Magnolia Center s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8833 Wolwelage, 65, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 193.431.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Lucien François SCHOCKERT, thérapeute, né à Arlon (Belgique) le 20 décembre 1961, demeurant à B-6700 Stockem, 22, Rue des Chasseurs Ardennais.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «THE MAGNOLIA CENTER s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Rambrouch.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la vente, l'échange d'immeubles bâtis ou non, la mise en valeur d'immeubles pour compte propre ou autre, la prise de bail, toutes locations de propriétés immobilières avec ou sans promesses de vente, l'administration et l'exploitation d'immeubles.

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts, avec ou sans affectation hypothécaire, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, se porter caution ou garant pour le compte de tiers et, en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée.

D'une façon générale, la société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières, financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Lucien SCHOCKERT préqualifié.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil quinze.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8833 Wolwelange, 65, Rue Principale.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Lucien François SCHOCKERT, thérapeute, né à Arlon (Belgique) le 20 décembre 1961, demeurant à B-6700 Stockem, 22, Rue des Chasseurs Ardennais.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: L. Schockert, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 29 décembre 2014. Relation: CAP/2014/5083. Reçu soixante-quinze euros.75,-€.

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2015005867/106.

(150005047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2015.

Brascolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 90.541.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014203030/11.

(140226906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Northam CCPF II PropCo (GTA Industrial) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 193.353.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth of December.

Before Us Jean-Paul Meyers, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. "Northam CCPF II Holding S.à r.l.", a private limited liability company incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. "Northam CCPF II TenCo (GTA Industrial) Limited", a private limited liability company incorporated and organized under the laws of the Province of Ontario, Canada with registered office at 2 Carlton Street, Suite 909, Toronto, M5B1J3, Canada, registered with the Province of Ontario, Canada. companies registry under number 0 0 2 4 4 4 8 3 8;

here represented by Serge Bernard residing in Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name "Northam CCPF II PropCo (GTA Industrial) S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorized to transfer the registered office of the Company within the city of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's object is to hold interests and participations in:

3.1.1 Luxembourg or foreign entities the sole object and purpose of which is, according to their articles or constitutional documents, to acquire, hold, manage, develop, let and dispose of real estate ("Real Estate Companies"); and/or

3.1.2 Luxembourg or foreign entities the sole object of which is, according to their articles or constitutional documents, to hold interests and participations in Real Estate Companies.

3.2 To serve the object of the Company, the Company may perform all operations and all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose, by, including but not limited to, granting of loans to companies within the meaning of 3.1 above, in which it has a direct or indirect interest and by encumbering its assets and assigning and pledging claims from legal relationships relating to its assets as security for loans taken up by the Company, it being understood that (i) as long as the Company is a direct or indirect subsidiary of Northam Property Funds Management S.à r.l. acting on behalf of Northam Property Funds FCP-FIS - Northam Canadian Commercial Property Fund II, the Company will only enter into such transactions which do not result in a breach of the management regulations applicable to Northam Property Funds FCP-FIS - Northam Canadian Commercial Property Fund II and (ii) the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 The Company's object is also to directly invest in, acquire, hold, manage, develop, let and dispose of real estate.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The corporate capital of the Company is fixed at twenty-five-thousand Canadian dollars (CAD 25,000.-) divided into twenty-five-thousand (25,000) shares with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.-) per share (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. Management

Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter the "Board of Managers").

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the Sole Manager or of the Board of Managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any manager.

Art. 11. Delegation and Agent of the Sole Manager or of the Board of Managers.

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the Board of Managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman.

12.8 Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. General Meeting of Shareholders

Art. 13. Powers of the General Meeting of Shareholder(s) - Votes.

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. Business Year

Art. 14. Business Year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Right of Shares.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI. Liquidation

Art. 16. Dissolution and Liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory Provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

	Shares:
Northam CCPF II Holding S.à r.l.	24,999 Shares
Northam CCPF II TenCo (GTA Industrial) Limited	<u>1 Share</u>
Total:	25,000 Shares

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twenty-five-thousand Canadian dollars (CAD 25,000.-) corresponding to a share capital of twenty-five-thousand Canadian dollars (CAD 25,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euro.

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above named persons, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined period:

- Mr. Patrick W.A. Handreke, born in Hamburg, Germany on the 30th of March, 1964, having his professional address at 2 Carlton Street, Suite 909, Toronto, Ontario, M5B 1J3, Canada;

- Mr Dermot Mulvin, born in Dublin, Ireland, on the 14th of January 1973, having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Thomas Melchior, born in Merzig, Germany on the 14th of April, 1964 having his professional address at 334, route de Mondorf, L-3260 Bettembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. «Northam CCPF II Holding S.à r.l.», une société à responsabilité constituée et régie par la loi luxembourgeoise et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

2. "Northam CCPF II TenCo (GTA Industrial) Limited", une société à responsabilité constituée et régie par la loi de la Province de l' Ontario, Canada et ayant son siège social au 2 Carlton Street, Suite 909, Toronto, M5B1J3, Canada, enregistrée auprès du registre des compagnies de la Province de l'Ontario, Canada, sous le numéro 0 0 2 4 4 4 8 3 8;

ici représentée par Serge Bernard ayant sa résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée sous seing privé.

Cette procuration, signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera jointe au présent acte pour être soumise aux autorités d'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont demandé au notaire instrumentant qu'il acte les statuts d'une "société à responsabilité limitée".

Titre I^{er} . Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Northam CCPF II PropCo (GTA Industrial) S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après ces "Statuts").

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification de ces Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société, est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de cette Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du

siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la société est de détenir des intérêts et participations dans

3.1.1 des entités luxembourgeoises ou étrangères dont le seul objet et le but est, conformément à leurs statuts ou documents constitutifs, d'acquérir, détenir, gérer, développer, louer et disposer de biens immobiliers ("Sociétés Immobilières"); et/ou

3.1.2 des entités luxembourgeoises ou étrangères dont le seul objet est, conformément à leurs statuts ou documents constitutifs, de détenir des intérêts et participations dans des Sociétés Immobilières.

3.2 Pour satisfaire l'objet de la Société, la Société peut réaliser toutes opérations et transactions nécessaires à la réalisation de son objet ainsi que toutes opérations liées directement ou indirectement visant à accomplir son but, incluant, mais sans se limiter à, le fait d'accorder des prêts à des sociétés au sens du paragraphe 3.1 ci-dessus, dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, et en grevant ses actifs et en demandant l'attribution et le nantissement découlant des rapports légaux en vertu de ses actifs comme garantie des prêts consentis par la Société, en prenant en compte le fait que (i) aussi longtemps que la Société est une filiale directe ou indirecte de Northam Property Funds Management S.à r.l. agissant pour le compte du Northam Property Funds FCP-FIS - Northam Canadian Commercial Property Fund II, la Société n'entrera uniquement que dans des transactions n'entraînant pas une violation du règlement de gestion applicable à Northam Property Funds FCP-FIS - Northam Canadian Commercial Property Fund II et (ii) la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 L'objet de la Société est aussi d'investir directement, d'acquérir, de détenir, de gérer, de développer, de louer et de disposer des biens immobiliers.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à vingt-cinq mille dollars canadiens (25.000.- CAD) divisés en vingt-cinq mille (25.000) Parts Sociales ayant chacune une valeur nominale de un dollar canadiens (1.- CAD) et ci-après dénommées les "Parts". Les détenteurs de Parts Sociales sont dans leur ensemble désignés ci-après les "Associés".

5.2 En complément au capital social, il peut être mis en place un compte de prime dans lequel toute prime d'émission payée pour toute part sera versée. Le montant de ce compte de prime est à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales ont des droits équivalents.

5.4 La Société peut procéder au rachat des ses propres parts dans les limites posées par la Loi.

Art. 6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales de la Société détenues par l'Associé unique sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Titre II. Gérance

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution des associés. Dans le cas d'un seul gérant, il sera fait référence à celui-ci comme "Gérant Unique". En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constitueront le conseil de gérance (ci-après "Conseil de Gérance").

8.2 Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans cause, par décision des associé(s).

Art. 9. Pouvoirs du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes de cet article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou ces Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique dans le cas d'un Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de tout gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par son Gérant Unique en cas d'un Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout gérant.

Art. 11. Délégation et Agent du Gérant Unique.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Réunion du Conseil de Gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance pourra valablement débattre et prendre des décisions sans avis préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et ont renoncé aux requis et formalités de convocation.

12.3 Tout Gérant peut agir lors d'une réunion du Conseil de Gérance en nommant par écrit ou par télégramme ou par télécopie ou par e-mail ou par lettre un autre gérant comme son proxy. Un Gérant peut également nommer un autre Gérant pour le représenter par téléphone en le confirmant plus tard par écrit.

12.4 Le Conseil de Gérance pourra valablement débattre et prendre des décisions si une majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple.

12.5 L'utilisation d'un équipement de vidéoconférence et de conférences téléphoniques pourra être autorisée dans la mesure où chaque Gérant participant est capable d'entendre et d'être entendu par tous les autres Gérants participants utilisant ou non cette technologie, et chaque Gérant participant sera considéré comme présent et pourra être autorisé à voter par vidéo ou téléphone.

12.6 Une décision écrite, signée par l'ensemble des gérants, est valide comme si celle-ci avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoqué et tenu. Une telle décision peut être documentée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant chacun le même contenu signé par l'ensemble des membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les minutes d'une réunion d'un Conseil de Gérance seront signées par le président.

12.8 Les extraits seront certifiés par l'un des Gérants ou toute personne nommée par l'un des Gérants ou durant la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant ces Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Titre V. Exercice social

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, par le Conseil de Gérance, et celui-ci ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Droit de distribution des parts.

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 précité.

15.4 Nonobstant les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) ces sommes distribuées qui ne correspondraient pas aux profits effectivement générés seront remboursées par les Actionnaires.

Titre VI. Liquidation

Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Titre VII. Loi applicable

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

Northam CCPF II Holding S.à r.l.	24.999 Parts Sociales
Northam CCPF II TenCo (GTA Industrial) Limited	1 Part Sociales
Total:	25.000 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de vingt-cinq mille dollars canadiens (25.000.- CAD) correspondant à un capital de vingt-cinq mille dollars canadiens (25.000.- CAD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents Euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, les personnes comparantes précitées, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés comme Gérants de la Société pour une période illimitée:

- Monsieur Patrick W.A. Handreke, né à Hamburg, Allemagne, le 30 mars, 1964, ayant son adresse professionnelle à 2 Carlton Street, Suite 909, Toronto, Ontario, M5B 1J3, Canada;

- Monsieur Dermot Mulvin, né à Dublin, Irlande, le 14 janvier 1973, ayant son adresse professionnelle à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Thomas Melchior, né à Merzig, Allemagne, le 14 avril 1964, ayant son adresse professionnelle à address 334, route de Mondorf, L-3260 Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Serge Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 décembre 2014. Relation: RED/2014/2556. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 31 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015003954/405.

(150003218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2015.

Com3 Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 126.854.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December,

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

NNG Holding Company, L.P., a limited partnership formed under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the General Registry Cayman Islands under number MC-70727 (hereinafter the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Alexander Olliges, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of COM3 Consulting S.à r.l., (the "Absorbing Company") a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of forty thousand United States Dollars (USD 40,000), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 126.854 and incorporated pursuant to a notarial deed on 28 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1131 of 12 July 2007. The articles of incorporation have last been amended pursuant to a notarial deed on 25 April 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1770 of 23 July 2013.

The appearing party, representing the entire share capital of the Absorbing Company and having waived any notification requirements, the general meeting of shareholders is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all items of the following agenda:

Agenda

1. Acknowledgement of the written report as prepared by the board of managers of the Absorbing Company, the written report as prepared by the managers of the Absorbed Company, the joint cross-border merger plan, the resolutions of the Sole Shareholder of the Absorbing Company and the interim balance sheet of the Absorbed Company;
2. Approval of the merger between the Absorbing Company and the Absorbed Company in accordance with the provisions of the joint cross-border merger plan;
3. Approval of the increase of the share capital of the Absorbing Company;
4. Amendment of the article 5 of the articles of association of the Absorbing Company; and
5. Miscellaneous.

First resolution

The Sole Shareholder acknowledges having full knowledge of:

- the written report as prepared by the board of managers of the Absorbing Company on 7 August 2014, deposited at the registered office of the Absorbing Company in accordance with Article 265 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), explaining and legally and economically justifying the proposed merger

between the Absorbing Company and Icehorn Informatikai Kft., a limited liability company established under the laws of Hungary, having its registered office at 1077 Budapest, Wesselényi utca 16.3. em., Hungary, registered with the Court of Company Registration under number 01-09-176100, being a wholly-owned subsidiary of the Sole Shareholder (the "Absorbed Company" and, together with the Absorbing Company, the "Companies");

- the written report explaining and legally and economically justifying the proposed merger, as prepared by the managers of the Absorbed Company on 16 July 2014;

- the joint cross-border merger plan (the "Merger Plan"), setting out the terms and conditions of the cross-border merger (the "Merger") between the Absorbing Company and the Absorbed Company, initially retained and approved by the board of managers of the Absorbing Company, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 2429 on 10 September 2014 and as approved by the founder of the Absorbed Company on July 16, 2014, notified with the Metropolitan Court of Registration on July 28, 2014 and published in the Company Gazette (Cégközlöny) no. 35 on July 31, 2014 in Hungary;

- the documents provided for by Article 267 (1) a), b) and c) of the Law, have been deposited at the registered office of the Companies on 16 July 2014.

- the resolutions of the Sole Shareholder of the Absorbing Company and the Absorbed Company renouncing the preparation of the examination of the joint Merger Plan and the preparation of the report of an independent expert;

- the interim balance sheet of the Absorbed Company as of 30 June 2014 (the "Interim Balance Sheet").

Second resolution

The Sole Shareholder, in its capacity as sole shareholder of the Absorbing Company, decides to approve the merger between the Absorbing Company and the Absorbed Company in accordance with the provisions of the Merger Plan.

Third resolution

The Sole Shareholder acknowledges and approves that in exchange for the contribution of all the assets and liabilities of the Absorbed Company, the Absorbing Company will issue new shares to the Sole Shareholder in accordance with the exchange ratio as determined in the Merger Plan.

Consequently the Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Absorbing Company by an amount of five thousand three hundred United States dollars (USD 5,300.-), so as to raise it from its current amount of forty thousand United States dollars (USD 40,000) up to forty-five thousand three hundred United States dollars (USD 45,300.-) through the issue of five thousand three hundred (5,300) new shares, having a par value of one United States dollar (USD 1.-) each (the "New Shares"). There is no merger premium.

All of the New Shares shall be allocated to the Sole Shareholder according to the provisions of the Merger Plan.

The Merger shall, in accordance with article 273ter of the Law, take effect among the Merging Companies and towards third parties upon publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

The Merger shall be effective for accounting and tax purposes as from the date of publication of these resolutions in the Mémorial, from which date the rights and obligations of the Absorbed Company will be regarded as having been transferred to the Absorbing Company.

The Merger has no repercussions on employment.

Fourth resolution

As a consequence of the above-mentioned capital increase, the Sole Shareholder decides to amend the Article 5 of the articles of association of the Absorbing Company which shall now read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at forty-five thousand three hundred United States dollars (USD 45,300.-), represented by (i) twenty-three thousand two hundred and fifty (23,250) class A shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class A Shares"), (ii) two thousand four hundred fifty (2,450) class B shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class B Shares"), (iii) two thousand four hundred fifty (2,450) class C shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class C Shares"), (iv) two thousand four hundred fifty (2,450) class D shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class D Shares"), (v) two thousand four hundred fifty (2,450) class E shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class E Shares"), (vi) two thousand four hundred fifty (2,450) class F shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class F Shares"), (vii) two thousand four hundred fifty (2,450) class G shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class G Shares"), (viii) two thousand four hundred fifty (2,450) class H shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class H Shares"), (ix) two thousand four hundred fifty (2,450) class I shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class I Shares") and (x) two thousand four hundred fifty (2,450) class J shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, (the "Class J Shares").

5.2 The Company may redeem its own shares."

Fifth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that as a result of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Company as a whole are transferred to the Absorbing Company by way of universal succession and the Absorbed Company will be dissolved without going into liquidation.

Declaration

In accordance with article 271 (2) paragraph 3 of the Law, the undersigned notary has verified and hereby confirms having received a certificate issued by a Court of Registration of the Metropolitan Court of Justice attesting that the conditions prerequisite to the cross-border merger have been satisfied under the laws of Hungary.

The undersigned notary further attests, in accordance with article 271 (2) paragraph 1 of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent upon the Absorbing Company and of the Merger Plan.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française de ce qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-duché de Luxembourg,

A COMPARU,

NNG Holding Company, L.P., une limited partnership constituée sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309, Uglad House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, immatriculée auprès du General Registry Cayman Island sous le numéro MC-70727 (ci-après «l'Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Alexander Olliges, Rechtsanwalt, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Ladite partie comparante est l'associé unique de COM3 Consulting S.à r.l. (la «Société Absorbante»), une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, ayant un capital social de quarante mille dollars américains (USD 40.000), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 126.854 et constituée en vertu d'un acte notarié en date du 28 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1131 du 12 juillet 2007. Les statuts ont été modifiés la dernière fois en vertu d'un acte reçu par acte notarié en date du 25 avril 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1770 du 23 juillet 2013.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social et déclarant renoncer à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Constat du rapport écrit, tel que préparé par le conseil de gérance de la Société Absorbante, le rapport écrit, tel que préparé par les gérants de la Société Absorbée, le plan commun de fusion transfrontalière, les résolutions de l'Associé Unique de la Société Absorbante et le bilan intérimaire de la Société Absorbée;
2. Approbation de la fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée conformément aux dispositions du plan commun de fusion transfrontalière;
3. Approbation de l'augmentation du capital social de la Société Absorbante;
4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société Absorbante; et
5. Divers

Première résolution

L'Associé Unique reconnaît avoir pris connaissance du:

- rapport écrit, tel que préparé par le conseil de gérance de la Société Absorbante le 7 août 2014, déposé au siège social de la Société Absorbante conformément à l'article 265 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), exposant et justifiant d'un point de vue juridique et économique la fusion envisagée entre la Société Absorbante et Icehorn Informatikai Kft., une «limited liability company» constituée sous les lois de la Hongrie, ayant son siège social à 1077 Budapest, Vesselényi utca 16.3 em., Hongrie, immatriculée auprès de la Cour de

Registre des Sociétés sous le numéro 01-09-176100, une filiale entièrement détenue par l'Associé Unique (la «Société Absorbée») et avec la Société Absorbante, les «Sociétés»);

- le rapport écrit exposant et justifiant d'un point de vue juridique et économique la fusion envisagée, tel que préparé par les gérants de la Société Absorbée le 16 juillet 2014;

- le plan commun de fusion transfrontalière (le «Plan de Fusion») exposant les conditions et modalités de la fusion transfrontalière (la «Fusion») entre la Société Absorbante et la Société Absorbée, initialement retenu et approuvé par le conseil de gérance de la Société Absorbante, tel que publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, n°2429 du 10 septembre 2014 et tel qu'approuvé par le fondateur de la Société Absorbée le 16 juillet 2014 et notifié à la Cour de Justice Municipale le 28 juillet 2014 et publié au Journal des Sociétés (Cégeközlöny) no. 35 le 31 juillet 2014 en Hongrie;

- les documents prévus à l'article 267(1) a) b) et c) de la Loi ont été déposés au siège social des Sociétés le 16 juillet 2014;

- les résolutions de l'Associé Unique de la Société Absorbante et de la Société Absorbée renonçant à la préparation de l'examen du Plan de Fusion et à la préparation du rapport de l'expert indépendant;

- le bilan intérimaire de la Société Absorbée en date du 30 juin 2014 (le «Bilan Intérimaire»).

Deuxième résolution

L'Associé Unique, agissant en qualité d'associé unique de la Société Absorbante, décide d'approuver la fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée conformément aux dispositions du Plan de Fusion.

Troisième résolution

L'Associé Unique constate et approuve qu'en échange de l'apport de l'actif et passif de la Société Absorbée, la Société Absorbante émettra de nouvelles parts sociales conformément au rapport d'échange, tel que déterminé dans le Plan de Fusion.

Par conséquent l'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société Absorbante d'un montant de cinq mille trois cents dollars américains (USD 5.300) afin d'augmenter son montant actuel de quarante mille dollars américains (USD 40.000) à quarante-cinq mille trois cents dollars américains (USD 45.300) par l'émission de cinq mille trois cents (5.300) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»).

L'intégralité des Nouvelles Parts Sociales sera allouée à l'Associé Unique conformément aux dispositions du Plan de Fusion.

Conformément à l'article 273ter de la Loi, la Fusion prend effet entre les Sociétés et à l'égard des tiers, suite à la publication du présent acte au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour les besoins comptables et fiscaux, la Fusion prend effet à la date de la publication de ces résolutions au Mémorial, date à partir de laquelle les droits et les obligations de la Société Absorbée seront considérées comme ayant été transmis à la Société Absorbante.

La Fusion n'a pas de répercussion sur l'emploi.

Quatrième résolution

Suite à l'augmentation du capital social susmentionné, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société Absorbante, qui aura désormais la teneur suivante:

5.1. Le capital social de la Société est fixé à quarante-cinq mille trois cents dollars américains (USD 45.300), représenté par (i) vingt-trois mille deux cent cinquante (23.250) parts sociales de classe A ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe A»), (ii) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe B ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe B»), (iii) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe C ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe C»), (iv) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe D ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe D»), (v) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe E ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe E»), (vi) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe F ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe F»), (vii) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe G ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe G»), (viii) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe H ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe H»), (ix) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe I ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe I»), et (x) deux mille quatre cent cinquante (2.450) parts sociales de classe J ayant chacune une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) (les «Parts Sociales de Classe J»).

5.2 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Cinquième résolution

L'Associé Unique constate qu'à la suite de la Fusion, l'ensemble de l'actif et passif de la Société Absorbée est transféré à la Société Absorbante par voie de transmission universelle de patrimoine et la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation.

Déclaration

Conformément à l'article 271(2) paragraphe 3 de la Loi, le notaire soussigné a vérifié et confirme avoir reçu le certificat émis par la Cour de Justice Municipale (F városi Törvényszék Cégbírósága) attestant que les conditions requises préalablement à la fusion transfrontalière ont été remplies en vertu des lois de la Hongrie.

Le notaire soussigné atteste, conformément à l'article 271(2) paragraphe 1 de la Loi, l'existence et la légalité de l'acte et des formalités qui incombent à la Société Absorbante et du Plan de Fusion.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. OLLIGES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18621. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015003647/226.

(150003879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2015.

Remunera International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 184.655.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 1^{er} décembre 2014

Résolution

La résolution suivante a été prise à l'unanimité:

Monsieur Levy COHEN, administrateur de la société, résidant au 63 B Eshkol Levy St., Tel Aviv-Yaffo 69361, Israël, est également nommé administrateur-délégué avec effet au 1^{er} décembre 2014. La société est engagée par la signature conjointe de 2 administrateurs, délégués ou non à la gestion journalière. Son mandat viendra à expiration le 18/02/2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014201970/15.

(140225252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

ICBC Private Banking Global Investment Fund Series SICAV - SIF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 193.389.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

ICBC (Europe) S.A., incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 32, boulevard Royal, Luxembourg L-2449, Grand Duchy of Luxembourg (the "Initial Shareholder");

represented by Gast Juncker, avocat, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given.

The proxy signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The Initial Shareholder, in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a company which is hereby established as follow:

“Title I. Denomination, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital - specialised investment fund) under the name of ICBC Private Banking Global Investment Fund Series SICAV - SIF (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

The Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent that it is allowed by the law, to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may also be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 11 hereof.

The initial subscribed capital is thirty one thousand Euros (EUR 31,000) divided into thirty one (31) fully paid up shares which will be entirely redeemed at their initial value by the launch date of the first sub-fund. The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The Board may, at any time as it deems appropriate decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board. For the purposes of these Articles, any reference hereinafter to a "Class" shall also mean a reference to any series of shares created within such class ("Series"), unless the context otherwise requires.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issue of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 16 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the Board may consolidate ("reverse split") or split the shares of such Sub-Fund or Class.

Art. 6. Issue of shares. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares, as determined by the Board, at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions

determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to the existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the Board and disclosed in the sales documents.

In case the Board decides that Investors have to commit to subscribe shares, Investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the Board.

The procedures relating to Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the sales documents and the subscription agreement.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on to the Net Asset Value for the relevant Class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, plus a subscription charge, if any, as the sales documents may provide. The Board may also make any adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between the shareholders. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on the initial subscription price for the relevant Sub-Fund or Class, plus a subscription charge, if any, as the sales documents may provide.

In addition, a dilution levy may be imposed on subscriptions requests for shares of a Sub-Fund as specified in the sales documents. Any such dilution levy should not exceed the percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the Board or any of its agents and disclosed in the sales documents. Shares of the Company are restricted to institutional investors, professional investors or any other well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law ("Eligible Investors").

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 10 hereof.

The Board may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. To the extent required by the applicable laws and regulations, the contributed assets shall be valued in a report issued by the auditor of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder, unless the Board considers that the subscription in kind is in the interests of the Company in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to any such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. Form of shares. The Company will in principle issue shares in registered form only. The Company reserves the right to issue bearer shares to the extent that it is in a position to check at all times the status of Eligible Investor of the holders of the bearer shares.

Ownership of Shares is evidenced by entry in the register of shareholders of the Company (the "Register") and is represented by confirmation of ownership.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the Register, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his/her/its residence or elected domicile as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide an address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or any other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the shareholder. The shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at any other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his/her/its shares.

The Company will recognise only one holder per share. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share(s) until one person has been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Unless otherwise provided for in the sales documents, fractions of shares up to the number of decimal places to be decided by the Board will be issued. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

The Company will not issue share certificates.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company upon delivery of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and any such other documentation as the Company may require.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such a transfer would result in shares being held by any person not qualifying as an Eligible Investor.

Art. 8. Restrictions on the ownership of shares. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and related US regulations). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such a registry would or might result in the share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of that shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his/her/its shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his/her/its shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon the shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to him/her/it at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, the shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 11 hereof, less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some

cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case the amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to that person. Upon deposit of the price as aforesaid no person interested in the shares specified in the Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from the bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was other than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such a case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 9. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed hereinbelow the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund or Class in the sales documents, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the sales documents and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by the shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof less a redemption charge, if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board provided that any requested documents have been received by the Company, subject to this Article 9.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

Any request for redemption is irrevocable unless otherwise determined by the Board at its sole discretion and taking due account of the principle of equal treatment between shareholders and the interest of the relevant Sub-Fund. Notwithstanding the foregoing, in the event of suspension of the determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class, the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class who have made an application for redemption of their shares, may give written notice to the Company that they wish to withdraw their application.

Unless otherwise provided for in the sales documents, any shareholder may request conversion of whole or part of his/her/its shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund or the same Class of another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the sales documents. The Board may notably impose restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by the shareholder.

If on any given Valuation Day, redemption requests and/or conversion requests exceed a certain level determined by the Board and set forth in the sales documents, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the relevant Sub-Fund or Class and of the Company. On the next Valuation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to a later request, subject to the same limitation as above.

The Board may with respect to any shareholder further suspend the redemption rights of such shareholder if the Board deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering laws and regulations or any other legal requirement applicable to the Company, any of its service providers and their respective affiliates.

The Board may also suspend the redemption rights of any shareholder if in its opinion the effect of such redemptions would be to seriously impair the Company's or any Sub-Fund's ability to operate or to jeopardise its tax status.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the sales documents, if any, or any other amount the Board should determine at its sole discretion.

If a redemption or conversion were to reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then that shareholder may be deemed to have requested the conversion of the rest of his/her/its shares into shares of the Class of the same Sub-Fund with a lower minimum holding amount (subject to the fulfilment of any requirements imposed on such Class) and, if the redeeming shareholder was holding shares of the Class with the lowest minimum holding amount, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all of his/her/its shares.

The Board may, at its absolute discretion, compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be deferred and/or the issue, redemptions and conversions of shares suspended by the Board.

In the same circumstances, the Board may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

In addition to the foregoing, the Board may decide to temporarily suspend the redemption of shares if exceptional circumstances as set forth in Article 10, so warrant.

In addition, a dilution levy may be imposed on any redemption or conversion requests for shares of a Sub-Fund. Any such dilution levy should not exceed the percentage of the Net Asset Value per Share, as may be decided in the discretion of the Investment Manager and disclosed in the sales documents.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 10. Frequency of the calculation of the NAV. The Net Asset Value of shares shall, for the purpose of the redemption, conversion or issue of shares, be determined by the Company or any agent appointed thereto, under the responsibility of the Board, from time to time, but in no event less than once per year, as the Board may determine (every day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and consequently the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s), it being understood that where the context so requires "Sub-Fund" may also be read as "Class", in any of the following events:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Board, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when dealing the units/shares of an investment vehicle in which the concerned Sub-Fund(s) may be invested are restricted or suspended; or, more generally, during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for any of the concerned Sub-Fund(s)' investments is not possible; or

(e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(f) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(g) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

(h) during any other circumstance where a failure to do so might result in the Company, any of its Sub-Funds or its shareholders incurring any liability, pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company the Sub-Fund or its shareholders might so otherwise not have suffered.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the determination of the Net Asset Value has been suspended.

In case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class shareholders may give written notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, the application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Art. 11. Valuation regulations. The Net Asset Value of shares of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be determined in accordance with the Luxembourg generally accepted accounting principles, expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in any other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the value of the total assets of the Sub-Fund properly allocated to that Class less the liabilities of the Sub-Fund properly allocated to that Class (including accrued expenses such as management fees and incentive fees, if any) by the total number of Shares of that Class outstanding as at any Valuation Day, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine.

The Net Asset Value per share will be calculated and available not later than the date set forth in the sales documents.

A. If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a substantial change in the valuation of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation until any subscription, redemption or conversion has been processed on the basis of the Net Asset Value so determined.

The assets of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All cash at hand and on deposit, including interest accrued thereon.
- (2) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including the proceeds of securities sold but not delivered).
- (3) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company.
- (4) All stock dividends, cash dividends and cash distributions declared receivable by the Company to the extent that information thereon is reasonably available to the Company.
- (5) All interest accrued on any interest-bearing asset owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of that asset.
- (6) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as they have not been amortised.
- (7) The liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options in which the Company has an open position.

- (8) All other assets of any kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board (as defined below) may consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The value of securities (including shares or units of closed-ended Investment Funds) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(c) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Board not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Board on the basis of foreseeable sale prices.

(d) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner. If the method of valuation on an amortised cost basis is used, the portfolio holdings will be reviewed from time to time under the discretion of the Board to determine whether a deviation exists between the Net Asset Value calculated using market quotations and that calculated on an amortised cost basis. If a deviation exists which may result in a material dilution or other unfair result to Investors or existing shareholders, appropriate corrective action will be taken including, if necessary, the calculation of the Net Asset Value by using available market quotations.

(e) Investments in open-ended investment funds will be taken at their latest official net assets values or at their latest unofficial net asset values (i.e. which are not generally used for the purposes of subscription and redemption of shares of

the underlying investment funds) as provided by the relevant administrators or investment managers if more recent than their official net asset values.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other investment funds since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

(f) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices.

(g) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

(h) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The Board, or any appointed agent, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such a valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent, having due regard to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies or fund administrators, (ii) by brokers, or (iii) by a specialist duly authorised to that effect by the Board. Finally, in cases where no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation of the Board.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorised to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription, redemption and conversion prices. The Board shall be informed immediately by the administrative agent should the situation arise. The Board may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 11 are rules for determining Net Asset Value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All loans, bills and accounts payable.
- (2) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans).
- (3) All accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, depositary fees, central administration agent's fees and registrar and transfer agent's fees).
- (4) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments in cash or in kind, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company.
- (5) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as an amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company.
- (6) All other liabilities of the Company, of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company, including, without any limitation, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the constitutional documents, all translation costs, fees and expenses payable to the investment manager(s)/ advisor(s), including performance fees, if any, the depositary and its correspondent agents, the administrative agent, domiciliary and corporate agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor or other agents and employees of the Company, as well as any permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the cost of convening and holding shareholders' and directors' meetings, reasonable travelling expenses of directors, directors' fees, all taxes and duties charged by governmental or similar authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and repurchase prices as well as any other operating costs, including the costs of buying and selling assets, finder fees, financial, banking and brokerage expenses and all other administrative costs as well as interest, bank charges, currency conversion costs, postage, telephone and telex, insurance costs, including insurance costs for the directors, employees and agents of the Company, costs and expenses related to legal, notarial and /or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, involving, directly or indirectly, the Company, directors, employees and agents of the Company as well as legal, as far as is permitted by law, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, related, directly or indirectly to former or existing shareholders.

In assessing the amount of such liabilities, the Company shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, administrative and other, that occur regularly or periodically.

C. A separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund shall be established in the following manner:

(1) Proceeds resulting from the issue of shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

(2) When an income or asset is derived from another asset, the income or asset will be recorded in the Company's books under the same Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each revaluation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.

(3) When the Company incurs a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.

(4) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds pro rata to their respective Net Asset Values or in any other manner the Board may decide in good faith.

(5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distribution.

If two or more Classes have been created within a Sub-Fund, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to those Classes.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board or by any agent which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) each of the Company's shares subject to a redemption request shall be considered as a share issued and outstanding until the close of business on the Valuation Day on which it is redeemed and its price shall be considered a liability of the Company from the close of business on that Valuation Day until the price has been paid.

(b) each share to be issued by the Company in accordance with application forms received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Day of its issue.

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange (whether official or otherwise) which the Board shall, in its absolute discretion, deem appropriate to the circumstances, in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class and having regard, inter alia, to any premium or discount which it considers may be relevant and to costs of exchange; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 12. Co-management and cross Sub-Fund Investments. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to compliance with applicable regulations.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, invest in one or more other Sub-Funds.

Title III. Administration and supervision

Art. 13. Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period determined by the meeting in compliance with the law, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director appointed by a general meeting of shareholders, because of death, retirement or otherwise, the remaining directors so appointed may elect, by majority vote, a director to fill the vacancy until the next general meeting of shareholders.

The directors may appoint an alternative investment fund manager (the "AIFM"), in the meaning of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

Art. 14. Meeting of the Board. The Board will choose a chairman from among its members, and may choose one or more vice-chairmen from among its members. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be

responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or by any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his/her absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such a waiver of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any electronic means capable of evidencing such an appointment, another director as his/her/its proxy. Any director may attend a meeting of the Board using teleconference or videoconference means. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any other electronic means capable of evidencing that vote.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least two directors are present or represented by another director as proxy at a meeting of the Board. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at that meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the directors or by telex, cable, telegram, telefax message or by telephone provided that in any such latter event that vote is confirmed in writing.

The Board may, from time to time, appoint officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of any such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

Art. 15. Minutes. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman as the case may be, pro tempore who presided at the meeting.

Copies or extracts of any such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 16. Powers of the Board. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his/her connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, that director or officer shall make known to the Board such conflict and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board or by the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the second paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other

company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 18. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer, and his/her executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him/her in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a director or officer of the Company or, at his/her request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/she is not entitled to be indemnified. Any such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in any action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit any such breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. Signatory power. The Company will be bound by the joint signature of any two (2) directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. Auditor. The Company shall appoint a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) who shall carry out the duties prescribed by of the Law. The auditor shall be elected by the general meeting of the shareholders for a period determined by such meeting and until its successor is elected.

Title IV. General meetings - Accounting year -Distribution

Art. 21. General meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 22. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of May at 3 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2016. If this day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time or place are to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific Sub-Fund or Class may be held at any such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 23. Quorum and voting. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class and regardless of the Net Asset Value per share within the Class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his/her/its proxy in writing or by cable or telegram, telex, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Any such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A company may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the general meeting, the agenda of the general meeting, the proposal submitted to the decision of the general meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour nor against the resolution, or an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Art. 24. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on first day of January and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 25. Distributions. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the Board.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of that share, shall be forfeited by the holder of that share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Title V. Dissolution, Liquidation

Art. 26. Dissolution. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 27. Liquidation and amalgamation. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the Board at its discretion, as the case may be on a relative basis, to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board has the discretionary power to liquidate that Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of the Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision of the liquidation will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the shares of that Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders upon the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another Investment Fund (as defined in the sales documents) or to another sub-fund within that other Investment Fund and to re-designate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders), it being understood that where the context so requires, "Sub-Fund" may also be read as "Class". Such decision will be notified to the shareholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. After that period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, the decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of the amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company or to another Investment Fund or to a Sub-Fund within such Investment Fund may be decided upon by a general meeting of the shareholders, upon proposal from the Board and with its approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, except when the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg Investment Fund of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign-based Investment Fund, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of the amalgamation.

Title VI. Custody, Transfer and re-use of assets

Art. 28. Depository. The Company shall enter into a depository agreement with an entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Depository").

The Depository of the Company may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows the Board to decide to allow such a discharge and, more generally, to decide to allow any discharge by the Depository of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depository of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depository of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 29. Transfer and re-use of assets. To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company hereby expressly allows the Board to decide to agree upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, of any third party, including the Company's Depository and any prime broker appointed from time to time.

Title VII. Preferential treatment and investors' information

Art. 30. Preferential treatment of Investors. Shareholders are being given a fair treatment by ensuring that they are treated in accordance with the applicable requirements of the AIFM Law (and notably in adequately implementing the inducement and conflict of interest policies).

Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all Investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this Investor are similar to any of the Investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company

or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 31. Investors Information. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13 (1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Title VIII. Final provisions

Art. 32. Amendment of the Articles. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 33. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Law."

Transitional dispositions

- 1) The first financial period shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31 December 2015.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2016.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the Initial Shareholder, the Initial Shareholder has subscribed and entirely paid up all the 31 shares issued by the Company as follows:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Shares
ICBC (Europe) S.A.	EUR 31,000	31
TOTAL	EUR 31,000	31

All the shares so subscribed have been paid up in cash so that the sum of thirty one thousand EUR (EUR 31,000) is now at the disposal of the Company, proof of such subscriptions has been given to the undersigned notary who expressly states this.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Statements

The notary drawing up this deed declares that the conditions set forth in Article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General Meeting of Shareholders

The Initial Shareholder, representing the entire subscribed share capital of the Company and considering itself as validly convened, has immediately taken the following resolutions:

I. The following persons are elected as directors of the Company until the annual general meeting of 2016:

1) Mr Joseph Kwok Wa Ho, Overseas Business Division, Private Banking Department of Industrial and Commercial Bank of China, Shanghai, born in Hong Kong on 16 July 1961, professionally residing at 4/F Bldg. 5, No. 132 Pu Ming Road, Fortune Plaza, 200120 Shanghai, China;

2) Mr Jacques Elvinger, Elvinger, Hoss & Prussen, born in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 18 June 1958, professionally residing at 2, Place Winston Churchill, L-1349 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3) Mr Bing Li, ICBC (Europe) S.A., born in Shanghai, China on 19 July 1976, professionally residing at 32, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4) Mr Henry Wai Ki Kwok, ICBC (Asia) Investment Management Company Ltd, Hong Kong, born in Hong Kong on 3 November 1973, professionally residing at Unit 2501, 25/FL ICBC Tower, 3 Garden Road, Central, Hong Kong.

Their mandate shall be valid until the date of the annual general meeting to be held in 2016.

II. The following company is elected as approved statutory auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé):

KPMG Luxembourg S.à r.l., having its registered office at 9, allée Scheffer, Luxembourg L-2520, Grand Duchy of Luxembourg, (RCS Luxembourg, B 149133). Its mandate shall be valid until the date of the annual general meeting to be held in 2016.

III. The registered office of the Company is fixed at: 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the Initial Shareholder, this deed is only worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the Attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the Attorney signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: G. JUNCKER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63342. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2015004554/792.

(150004086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

Chili Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 74.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203078/9.

(140227310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Courtal, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 37.262.

Les comptes pour la période du 1^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014203103/11.

(140227028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Luxtargat S.A.S.P.f., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue glesener.

R.C.S. Luxembourg B 192.907.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le douze décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

"FISCONSULT S.A.", une société de droit luxembourgeois, avec siège social à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145784,

ici représentée par Monsieur Nicolas DE CARITAT DE PERUZZIS, employé privé, demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La procuration signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «LUXTARGET S.A. S.P.F.» (la «Société»), société anonyme sous forme d'une société de gestion de patrimoine familial.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La Société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à EUR 31.000.- (trente et un mille Euros), représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000.- (cinq millions d'Euros) représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10.- (dix Euros) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans, commençant à courir à partir de la publication des présents statuts, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 3^e vendredi du mois de juillet à 11.45 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du onze mai deux mille sept relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et à la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et libération

Le comparant a souscrit un nombre d'actions et a libéré entièrement en espèces les montants suivants:

Actionnaire	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
FISCONSULT S.A. Prénommée	31.000	31.000	3.100
TOTAL:	31.000	31.000	3.100

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de trente et un mille Euros (31.000.- EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 1.300.-.

Assemblée générale extraordinaire

La personne ci-avant désignée, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Benoît DABERTRAND, administrateur de sociétés, né le 16/05/1970 à Charleroi (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.
 - b) Monsieur Nicolas DELATTRE, employé privé, né le 26/10/1984 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.
 - c) Monsieur Eric DEBLED, expert-comptable, né le 14/01/1964 à Charleroi (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: "FISCONSULT S.A.", ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener, RCS Luxembourg B 145.784.
4. L'adresse de la société est fixée à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: DE CARITAT DE PERUZZIS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/12/2014. Relation: EAC/2014/17500. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19/12/2014.

Référence de publication: 2014203401/195.

(140227761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Luxmec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 83.216.

L'an deux mille quatorze, le neuvième jour du mois décembre;

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

La société IFM Trustees (NZ) Limited, une limited company, ayant son adresse auprès de Simpson Grierson, Level 11, HSBC Tower, 62, Worcester Street, Christchurch Central, Christchurch, 8013, Nouvelle-Zélande, immatriculée auprès du New Zealand Companies Office sous le numéro 1950846, agissant en qualité de trustee du trust de droit néo-zélandais THE FAPER TRUST, ayant son siège social auprès de Simpson Grierson, Level 11, HSBC Tower, 62, Worcester Street, Christchurch Central, Christchurch, 8013, Nouvelle-Zélande (l'Actionnaire Unique), dûment représentée par Monsieur Jacopo ROSSI, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte afin d'être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant comme ci-avant, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- que l'Actionnaire Unique, représenté tel que mentionné ci-dessus, est l'actionnaire unique de la société anonyme de droit luxembourgeois LUXMEC S.A. (anciennement FAPER MEC S.A.), ayant son siège social au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.216, constituée suivant acte notarié reçu par-devant le notaire soussigné en date 23 juillet 2001, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 77 le 15 janvier 2002 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par devant le notaire soussigné en date du 19 décembre 2001, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro

777 le 22 mai 2002, modifiés suivant acte notarié reçu par-devant le notaire soussigné en date 27 mai 2002, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1203 le 13 août 2002, modifiés suivant acte notarié reçu par-devant le notaire soussigné en date 13 décembre 2002, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 131 le 8 février 2003, modifiés suivant acte notarié reçu par-devant le notaire soussigné en date 14 novembre 2005, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 484 le 7 mars 2006 et modifiés en dernier lieu suivant acte notarié reçu par-devant le notaire soussigné en date 31 mars 2006, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1163 le 15 juin 2006 (la Société Bénéficiaire) et à ce titre détient l'intégralité des 110.500 (cent dix mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune représentant l'intégralité du capital social de la Société Bénéficiaire.

II.- que les conseils d'administration respectifs de la Société Bénéficiaire ainsi que de la société anonyme de droit luxembourgeois GRECALE S.A., ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 132570 (la Société Scindée, ensemble avec la Société Bénéficiaire les Sociétés Participantes) ont décidé, lors de leurs réunions respectives du 10 octobre 2014 de procéder à la scission absorption partielle de la Société Scindée au profit de la Société Bénéficiaire, sans dissolution de la Société Scindée (la Scission) en vertu des dispositions de l'article 289 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la LSC). Qu'à cet effet un projet de scission a été établi, par application de l'article 289 de la LSC, par les conseils d'administration respectifs des Sociétés Participantes en date du 10 octobre 2014 (le Projet de Scission).

III.- que les dispositions des articles 290 et 295 de la LSC ont été respectées, à savoir:

- que le Projet de Scission a fait l'objet d'une publication en date du 30 octobre 2014 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au numéro 3166, pages 151931 et suivantes, soit au moins un mois avant que les actionnaires uniques respectifs des Sociétés Participantes n'aient été appelés à se prononcer sur le Projet de Scission,

- que les documents dont le dépôt est exigé en vertu de l'article 295 (1) de la LSC aux sièges sociaux des Sociétés Participantes ont bien été déposés un mois au moins avant que les actionnaires uniques respectifs des Sociétés Participantes n'aient été appelés à se prononcer sur le Projet de Scission.

Deux attestations établies respectivement par chacun des conseils d'administration des Sociétés Participantes, certifiant le dépôt de ces documents pendant le délai légal aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Participantes ont été présentées au notaire soussignées et resteront annexées au présent acte.

IV.- que l'Actionnaire Unique est appelé à se prononcer sur les points portés à l'ordre du jour suivants:

1.- Renonciation à l'examen et au rapport d'experts destiné à l'actionnaire unique tel que prévu à l'article 294, paragraphe 1 et aux exigences des articles 293 et 295, paragraphe (1) sous c) et d) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la LSC);

2.- Approbation et ratification du projet de scission du 10 octobre 2014 en vertu duquel, la société anonyme de droit luxembourgeois GRECALE S.A., ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 132570, en qualité de société scindée (la Société Scindée) transférera, sans dissolution, une partie de son patrimoine actif et passif (la Scission) à la société LUXMEC S.A. (anciennement FAPER MEC S.A.), ayant son siège social au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.216 (la Société Bénéficiaire);

3.- Fixation de la date d'effet de la Scission;

4.- Suite à l'apport en nature opéré par la Scission, approbation de l'augmentation du capital social de la Société Bénéficiaire d'un montant de EUR 15.000.000,- (quinze millions euros) par l'émission de 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, afin de le porter de son montant actuel de EUR 11.050.000,- (onze millions cinquante mille euros) représenté par 110.500 (cent dix mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, au montant de EUR 26.050.000,- (vingt six millions cinquante mille euros) représenté par 260.500 (deux cent soixante mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune;

5.- Renonciation, pour autant que de besoin, au droit de souscription préférentiel relatif à la souscription des 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune à émettre par la Société Bénéficiaire en relation avec l'augmentation de capital;

6.- Emission au profit de l'actionnaire unique de la Société Scindée, la société IFM Trustees (NZ) Limited, une limited company, ayant son adresse auprès de Simpson Grierson, Level 11, HSBC Tower, 62, Worcester Street, Christchurch Central, Christchurch, 8013, Nouvelle-Zélande, immatriculée auprès du New Zealand Companies Office sous le numéro 1950846, agissant en qualité de trustee du trust de droit néo-zélandais THE MARINE TRUST, ayant son siège social auprès de Duncan Cotterill, 1 Sir William Pickering Drive, Burnside, Christchurch 8053, Nouvelle-Zélande, de 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune ensemble avec une prime d'émission d'un montant de EUR 76.980.000,- (soixante seize million neuf cent quatre vingt mille euros), auxquelles sont attachées les mêmes droits et obligations qu'aux actions existantes;

7.- Modification de la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société Bénéficiaire, laquelle aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 26.050.000,- (vingt six millions cinquante mille euros) représenté par 260.500 (deux cent soixante mille cinq cents) actions de EUR 100,- (cent euros) chacune.»

8.- Délégation de tous pouvoirs nécessaires à tout administrateur de la Société Bénéficiaire afin de mettre en oeuvre les résolutions adoptées sur la base des points de l'ordre du jour ci-dessus, et en particulier pour mettre à jour le registre des actionnaires de la Société Bénéficiaire suite à l'augmentation de capital et l'émission de nouvelles actions;

9.- Divers.

A la suite de quoi, l'Actionnaire Unique a prié le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes prises en relation avec l'ordre du jour ci-dessus:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de renoncer à l'examen et au rapport d'experts qui lui est destiné tel que prévu à l'article 294, paragraphe 1 et aux exigences des articles 293 et 295, paragraphe (1) sous c) et d) de la LSC.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'approuver et, pour autant que de besoin, de ratifier sans réserve le Projet de Scission. L'Actionnaire Unique prend acte de l'erreur matérielle s'étend glissé dans la colonne «actif» de l'annexe 1 du Projet de Scission. En effet, les parts de la société Faper Group S.p.A transférées par l'effet de la Scission représentent 71,67% (soixante-et-onze virgule soixante-sept pourcent) et non 75% (soixante-quinze pour cent), étant entendu que la valeur des parts telles que reprise dans le Projet de Scission reste inchangée.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'approuver la fixation de la date d'effet de la Scission comme suit;

- à l'égard des Sociétés Participantes, la Scission prendra effet à compter du jour où les actionnaires uniques respectifs des Sociétés Participantes approuveront la Scission,

- à l'égard des tiers, la Scission prendra effet le jour de la publication des actes notariés actant les résolutions prises par les actionnaires uniques des Sociétés Participantes au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

- d'un point de vue comptable, le transfert du Patrimoine Transféré à la Société Bénéficiaire sera réputé être effectif à compter du 1^{er} janvier 2014.

Quatrième résolution

Suite à l'apport en nature opéré par la Scission, l'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de d'un montant de EUR 15.000.000,- (quinze millions euros) par l'émission de 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, afin de le porter de son montant actuel de EUR 11.050.000,- (onze millions cinquante mille euros) représenté par 110.500 (cent dix mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, au montant de EUR 26.050.000,- (vingt six millions cinquante mille euros) représenté par 260.500 (deux cent soixante mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique décide de renoncer, pour autant que de besoin, au droit de souscription préférentiel relatif à la souscription des 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune à émettre par la Société Scindée en relation avec l'augmentation de capital.

Sixième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'émettre 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune ensemble avec une prime d'émission d'un montant de EUR 76.980.000,- (soixante seize million neuf cent quatre vingt mille euros), auxquelles sont attachées les mêmes droits et obligations qu'aux actions existantes.

Souscription et libération

Comparaît la société IFM Trustees (NZ) Limited, une limited company, ayant son adresse auprès de Simpson Grierson, Level 11, HSBC Tower, 62, Worcester Street, Christchurch Central, Christchurch, 8013, Nouvelle-Zélande, immatriculée auprès du New Zealand Companies Office sous le numéro 1950846, agissant en qualité de trustee du trust de droit néo-zélandais THE MARINE TRUST, ayant son siège social auprès de Simpson Grierson, Level 11, HSBC Tower, 62, Worcester Street, Christchurch Central, Christchurch, 8013, Nouvelle-Zélande (le Trust), dûment représentée par Régis DONATI, expert-comptable, résidant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, en vertu d'une procuration sous seing privée, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte afin d'être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante a déclaré souscrire 150.000 (cent cinquante mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune ensemble avec une prime d'émission d'un montant de EUR 76.980.000,- (soixante seize million neuf cent quatre vingt mille euros), et de libérer intégralement ces nouvelles actions ainsi que la prime d'émission par apport en nature des éléments actifs et passifs de la Société Scindée dont le transfert est opéré par l'effet de la Scission.

Conformément aux articles 26-1 ensemble avec l'article 32-1 (5) de la LSC, cet apport de scission a fait l'objet d'une vérification par A3T S.A., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.687, cabinet de révision, représenté par Monsieur Julien DIDERJEAN, réviseur d'entreprises agréé, et son rapport daté du 8 décembre 2014 (le Rapport) conclut comme suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports de EUR 91.980.000,- ne correspond pas au moins au capital social de EUR 15.000.000,-, représenté par 15.000 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune de LUXMEC S.A. à émettre en contrepartie, augmenté de la prime d'émission de EUR 76.980.000,-.»

Ledit Rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Suite à la souscription et la libération des nouvelles actions ainsi que de la prime d'émission, le Trust acquiert la qualité d'actionnaire à part entière de la Société Bénéficiaire est peut, à ce titre participer aux décisions qui suivent.

Septième résolution

Les actionnaires de la Société Bénéficiaire décident, à l'unanimité, de modifier la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société Bénéficiaire, laquelle aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 26.050.000,- (vingt six millions cinquante mille euros) représenté par 260.500 (deux cent soixante mille cinq cents) actions de EUR 100,- (cent euros) chacune.»

Huitième résolution

Les actionnaires de la Société Bénéficiaire décident, à l'unanimité, de déléguer tous pouvoirs nécessaires à tout administrateur de la Société Bénéficiaire afin de mettre en oeuvre les résolutions adoptées sur la base des points de l'ordre du jour ci-dessus, et en particulier pour mettre à jour le registre des actionnaires de la Société Bénéficiaire suite à l'augmentation de capital et l'émission de nouvelles actions.

Déclarations

Le notaire soussigné, conformément à l'article 300 (2) de la LSC atteste par les présentes l'existence et la légalité du Projet de Scission et des actes et formalités incombant à la Société Bénéficiaire en relation avec la présente Scission.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société Bénéficiaire en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à 7.000,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant, par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jacopo ROSSI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2014. Relation GRE/2014/4941. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014203398/172.

(140226384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Abano Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 57.900.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 3 décembre 2014

1. Mme Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante.
2. UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES SARL, société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg B 64.474, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ABANO SARL

Un mandataire

Référence de publication: 2014201366/15.

(140226112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.